

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15, place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 02/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EIFFAGE (Ex - RECYCLEO)**

1563 avenue d'antibes  
BP50119  
45200 Montargis

Références : IC240251\_RAPVI\_EIFFAGE RECYCLEO\_VILLEAU  
Code AIOT : 0010013975

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement EIFFAGE (Ex - RECYCLEO) implanté RD12 Lieu-dit La Marnière 28150 Éole-en-Beauce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler l'état de propreté des ISDI et de leurs abords ainsi que la sécurisation de leurs accès. Les suites des précédentes inspections n'ont pas été abordées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EIFFAGE (Ex - RECYCLEO)
- RD12 Lieu-dit La Marnière 28150 Éole-en-Beauce

- Code AIOT : 0010013975
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de stockage de déchets inertes

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Accès au site                   | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16 | Demande d'action corrective  | 60 jours              |
| 3  | Identification de la carrière   | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22 | Demande d'action corrective  | 60 jours              |
| 4  | Zone de déchargement de déchets | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19 | Demande d'action corrective  | 60 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|-------------------------------------|---|-------------------|
| 1  | Prévention des envols de poussières | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de l'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des envols de poussières

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :<br>I. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.).<br>II. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.<br>III. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.<br>IV. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. |
| <b>Constats :</b>  |

|  |
|--|
| <p>La voie privée d'accès au site depuis la route départementale D12 est en bitume.<br/> A l'intérieur du site les voies de circulation sont soit en terre compactée soit empierrées.<br/> Le site n'est pas équipé d'un système de lavage de roues pour les véhicules entrants ou sortants du site.<br/> Cependant, il n'a pas été constaté de présence de poussières ou de boues sur la route départementale D12 ainsi que sur la voie privée d'accès au site.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 2 : Accès au site

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des tiers</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.<br/> Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées n'a vu qu'un seul accès au site qui se fait par la RN 12.<br/> Une barrière oblige les véhicules à s'arrêter et à s'identifier avant d'entrer.<br/> Il a été constaté la présence d'un portail à l'entrée du site. L'exploitant a déclaré que ce portail est fermé à clef en dehors des heures d'ouverture.<br/> Le site, situé au milieu de champs, n'est pas protégé par un système de clôture mais par des merlons. Ceux-ci ne font pas tout le tour de l'installation.<br/> Il est demandé à l'exploitant de prolonger les merlons afin d'éviter des risques d'intrusion sur le site.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>  |

#### N° 3 : Identification de la carrière

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Information des tiers</p>             |

|  |
|--|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification de l'installation de stockage ;</li> <li>- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;</li> <li>- les jours et heures d'ouverture ;</li> <li>- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;</li> <li>- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le panneau de signalisation et d'information à l'entrée du site, au niveau de la barrière, ne contient pas toutes les informations requises et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il ne précise pas le n° et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ;</li> <li>- Il n'indique pas la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;</li> <li>- Il ne dispose pas de la mention "accès à toute personne non autorisée mais il dispose d'un pictogramme indiquant qu'il est interdit de se promener à pied sur le site sans accompagnateur".</li> </ul> <p>Il lui est demandé de mettre en place un panneau conforme à l'article 22 de l'arrêté du 12 décembre 2024.</p>                           |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>   |

#### N° 4 : Zone de déchargement de déchets

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.</p> <p>Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>(...)</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a prévu une zone de contrôle appelée "zone de déchargement" mais le panneau signalant cette zone a été arraché. Il a été retrouvé à proximité de la zone. La délimitation de</p>  |

|   |
|---|
| <p>cette zone est approximative.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de remettre en place le panneau "zone de déchargement".</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>  |